

Séance plénière

➤ JEUDI 31 JANVIER 2013 APRÈS-MIDI (0127)

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, n^{os} 2603/1 à 5.
 - Projet de loi modifiant le Code judiciaire et modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, n^{os} 2604/1 à 3.
 - Proposition de loi (MM. Filip De Man, Bert Schoofs, Gerolf Annemans et Peter Logghe) modifiant la législation pénale en ce qui concerne la répression de certaines infractions graves, n° 670/1.
 - Proposition de loi (MM. Bert Schoofs, Peter Logghe et Gerolf Annemans) modifiant le Code pénal en vue d'aggraver la peine en cas de récidive légale, n° 1556/1.
 - Proposition de loi (Mme Sophie De Wit et MM. Stefaan Van Hecke et Jean Marie Dedecker) modifiant le Code pénal en ce qui concerne les règles relatives à la récidive dans le cadre de la libération conditionnelle, n^{os} 1645/1 et 2.
 - Proposition de loi (Mmes Carina Van Cauter et Sabien Lahaye-Battheu et M. Herman De Croo) modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, n^{os} 1665/1 et 2.
 - Proposition de loi (MM. Gerolf Annemans, Bert Schoofs et Peter Logghe) modifiant, en ce qui concerne la libération conditionnelle, la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, n° 1951/1.
 - Proposition de loi (MM. Filip De Man, Bert Schoofs, Gerolf Annemans et Peter Logghe) modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en ce qui concerne les conséquences du refus de collaborer avec la justice, n° 2057/1.
 - Le projet de loi n° 2603 est adopté par 78 voix contre 46
 - Le projet de loi n° 2604 est adopté par 78 voix contre 46
2. Proposition de loi de naturalisation accordée en application de la loi du 13 avril 1995 modifiant la procédure de naturalisation et le Code de la nationalité belge (partie A-C) (2599/2)
 - La proposition de loi est adopté par 90 voix contre 33